LE FRANCO

DEPUIS 1928, LE SEUL JOURNAL DE LANGUE FRANÇAISE EN ALBERTA

20 pages
• 8 juin 2023
• 1,25$ • Volume 93 • Nº 9
• Nº de convention 40011833

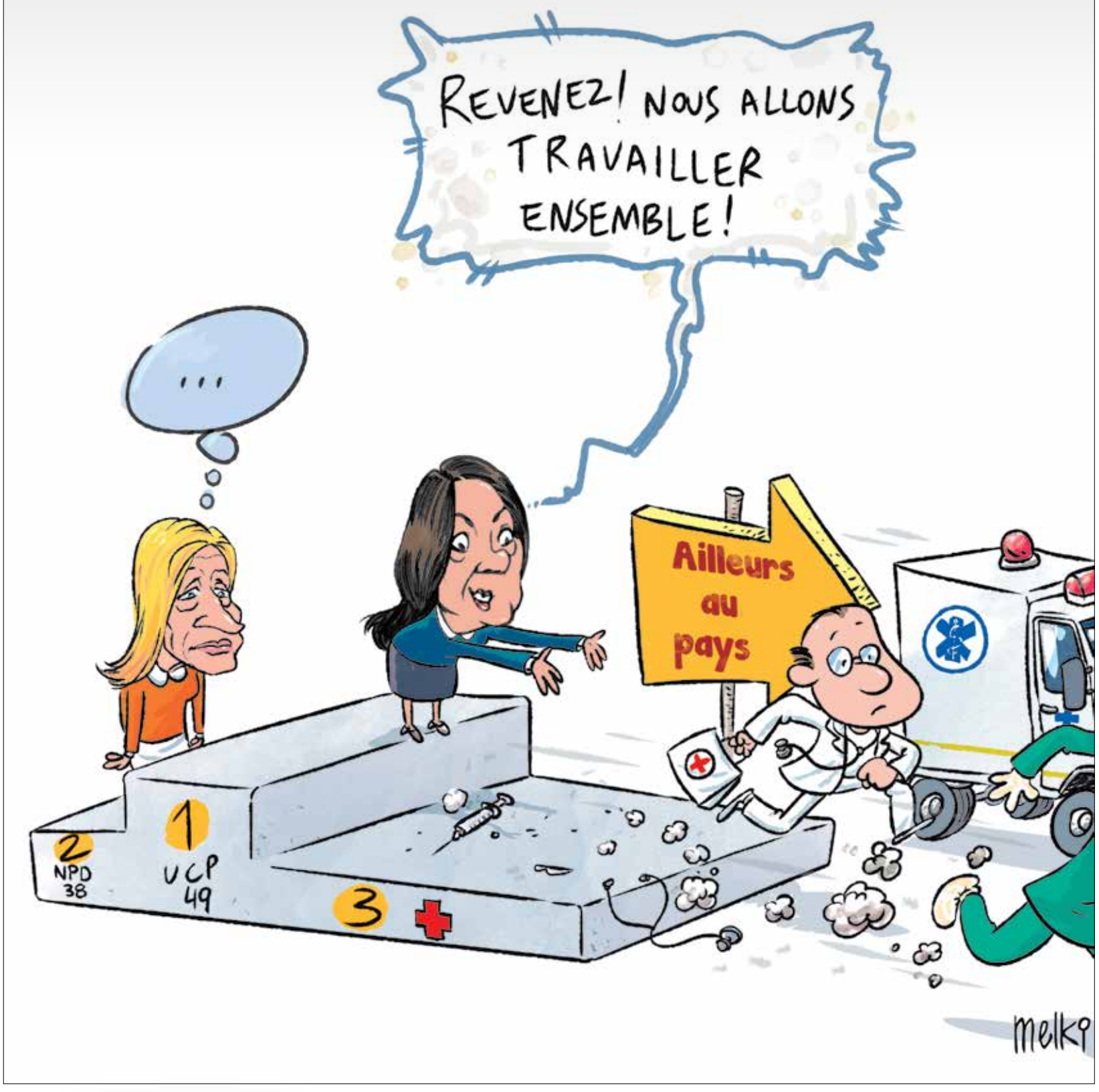
• @JournalLeFranco
• Le Franco (journal)
• Lefrancojournal
www.lefranco.ab.ca

POLITIQUE

ÉLECTIONS PROVINCIALES 2023

DANIELLE SMITH A DE NOMBREUX DÉFIS À RELEVER.

▶ 2



VIE COMMUNAUTAIRE

2ELGBTQIA+
DES ÊTRES HUMAINS AVANT TOUT
▶ 4-5

SANTÉ

ALBERTA
L'AMBIANCE EST PLUTÔT MOROSE
▶ 6-7

ÉDUCATION

FRANCOSUD
LA FRANCOPHONIE EN FÊTE
▶ 13

OPINION

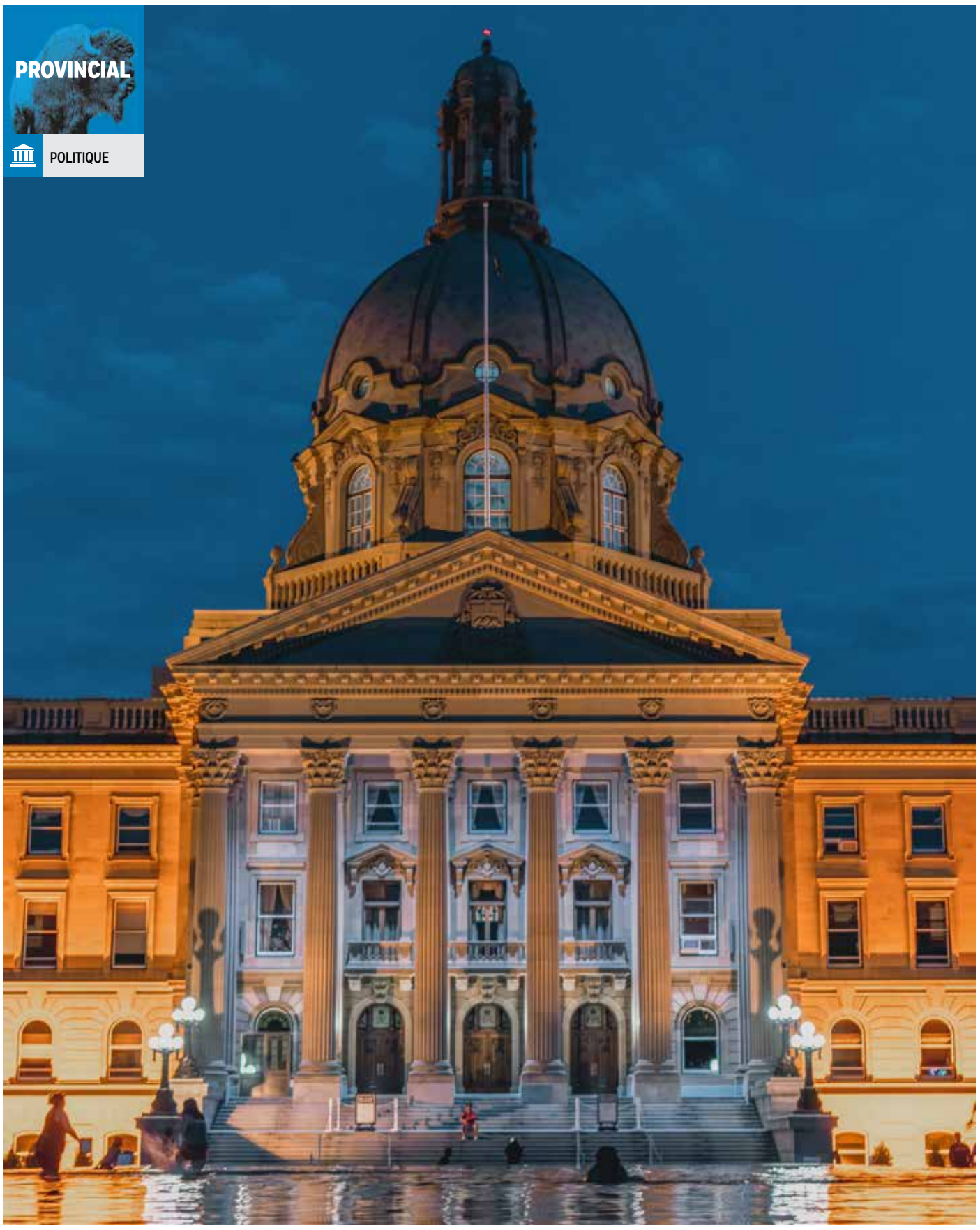
ÉCRITURE
LA PAGE BLANCHE
▶ 17

FRANCOPHONIE

AU REVOIR
MARGUERITE SIGUR...
▶ 20

PROVINCIAL

POLITIQUE



La chambre des communes à Edmonton. Photo : Alex Pugliese - Unsplash.com

AIDÉ PAR LE VOTE EN RÉGION, LE PCU CONSERVE LE POUVOIR

Après une campagne électorale âprement disputée, le Parti conservateur uni (PCU) de Danielle Smith a réussi à se maintenir au pouvoir en Alberta, et ce, malgré une opposition farouche du Nouveau Parti démocratique (NPD). Les résultats et la répartition du vote mettent en évidence, une fois de plus, la polarisation politique qui continue de diviser les villes et les régions de la province.

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

« LA LÉGITIMITÉ RÉELLE QUE LA PREMIÈRE MINISTRE TIRE DE L'ÉLECTION RESTE SUJETTE À CAUTION.»
Frédéric Boily

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Ce n'est peut-être pas la victoire nette à laquelle s'attendait le camp conservateur, mais avec 49 sièges à l'Assemblée législative et 52,6% des voix, le parti parvient tout de même à décrocher un deuxième mandat majoritaire. Pour Danielle Smith, qui a pris les rênes du PCU après la démission de Jason Kenney en 2022, cette victoire représente également un premier vote de confiance des électeurs qui reconnaissent sa **légitimité** comme leader du parti.

«Mais la légitimité réelle que la première ministre tire de l'élection reste sujette à caution», soutient le professeur Frédéric Boily, qui enseigne en science politique au Campus Saint-Jean. Il rappelle que le PCU a perdu plusieurs sièges aux mains du NPD, notamment dans les deux grands centres urbains de la province. «Aucun député conservateur n'a été élu à Edmonton. Et à Calgary, il y a eu des gains importants du NPD», précise le professeur.

En effet, le parti néo-démocrate a remporté 14 des 26 sièges de Calgary, une augmentation significative par rapport aux trois sièges qu'il détenait après l'élection de 2019.

«La province a une base conservatrice qui est forte, mais il y a des bases néo-démocrates qui commencent à être fortes aussi. Ça se traduit par un résultat serré et un taux de participation électoral qui reste élevé par rapport aux élections du début des années 2000», analyse Frédéric Boily.

UN NOUVEAU JEU DE CHAISES MUSICALES

En raison des gains réalisés par le NPD, la composition du cabinet ministériel de Danielle Smith sera sujette à plusieurs changements. En outre, pas moins de six ministres, dont le ministre de la Santé, Jason Copping, le ministre de la Justice, Tyler Shandro, et le ministre de la Culture et du Secrétariat francophone, Jason Luan, ont perdu leurs sièges à l'Assemblée.

«On peut s'attendre à une période d'incertitude en ce début de mandat. Un remaniement important au sein du gouvernement est à prévoir», signale le professeur du Campus Saint-Jean. Des doutes subsistent également quant à l'orientation politique que la première ministre souhaitera adopter.

En effet, bien que l'économie ait été au cœur de sa campagne, avec des promesses telles que le gel des taux d'imposition pour les particuliers et les entreprises, Danielle Smith pourrait revenir à la charge avec d'autres priorités au cours des prochains mois, notamment la question autonomiste.

«Le discours de victoire de la première ministre a dévoilé ses deux visages. Un visage de campagne, très discipliné et très axé sur l'économie. Et l'autre visage, un peu plus [enclin] à faire affront à Justin Trudeau», note Frédéric Boily. Il se demande si la première ministre cherchera à évoquer sa loi sur la souveraineté pour contester le plan de transition équitable vers une économie faible en carbone présenté par le gouvernement fédéral.

«Est-ce que la loi sera évoquée? Qu'est-ce qu'on verra en retour? Y aura-t-il des contestations judiciaires? Il y a pas mal d'incertitudes par rapport à ça aussi», ajoute-t-il.

« ON PEUT S'ATTENDRE À UNE PÉRIODE D'INCERTITUDE EN CE DÉBUT DE MANDAT. UN REMANIEMENT IMPORTANT AU SEIN DU GOUVERNEMENT EST À PRÉVOIR.»
Frédéric Boily

GLOSSAIRE

LÉGITIMITÉ
Capacité à faire admettre son autorité

LE NPD, GRAND MENEUR URBAIN

Si le parti néo-démocrate a largement dominé dans les villes de Calgary et d'Edmonton, le reste de la carte électorale appartient majoritairement aux conservateurs, à l'exception des circonscriptions de Banff-Kananaskis, de Lethbridge-Ouest, de Sherwood Park et de Saint-Albert. Ces résultats dévoilent le travail auquel le NPD doit encore se soumettre pour rallier un plus grand nombre d'électeurs dans les régions, estime Frédéric Boily.

« Peut-être que du côté néo-démocrate, l'introspection qu'on doit faire, c'est de se demander si on doit tout miser sur Calgary. [...] Du moment où Edmonton est dans la poche, est-ce qu'on veut aller faire un balayage aussi à Calgary ou alors est-ce qu'on essaie d'aller séduire une portion de l'électorat en milieu rural», questionne le professeur.

Les conservateurs unis de Danielle Smith ont été élus pour un deuxième mandat consécutif. Photo : Jake Wright Manning Centre via Wikipedia

Frédéric Boily est professeur titulaire au Campus Saint-Jean. Photo : Courtoisie

Danielle Smith. Photo : Courtoisie

Crédit : @macrovector - Unsplash.com

QUAND LA CONSCIENCE EST MISE À RUDE ÉPREUVE

Nous sommes tous confrontés à un moment ou à un autre à des choix difficiles qui engagent notre moralité et notre conduite. On dit même que ce sont les situations limites ou imprévues qui caractérisent et déterminent le niveau de grandeur humaine chez certaines personnes.

Dans la *Condition de l'homme moderne* (1958), la philosophe Hannah Arendt explique très bien à quel point le réseau des relations humaines peut être complexe, imprévisible et marqué du sceau de l'irréversibilité. À ces difficultés et à ces incertitudes liées au domaine de l'action (politique), elle propose deux vieux remèdes, soit le *pardon* et la *promesse* : le premier nous viendrait de Jésus de Nazareth, l'autre serait un héritage des Romains.

Tandis que le pardon est une affaire plutôt privée qui délie autrui de ses fautes, mais sans toutefois effacer la nature ou la gravité de l'acte, le pouvoir de la promesse tient au fait qu'elle nous engage par rapport à l'avenir et à l'ensemble de la communauté humaine.

L'ENTENDEMENT PROPOSE, LA VOLONTÉ DISPOSE

Pour un théoricien du contrat comme Jean-Jacques Rousseau et pour la plupart des fondateurs des Révolutions américaine et française, la promesse constituait la clé de voûte du fondement, de l'établissement et du maintien des communautés politiques. Pourtant, un certain Emmanuel Kant n'a pas hésité à critiquer les diverses théories du contrat, estimant que les individus sont toujours portés à satisfaire leurs intérêts personnels avant le bien commun et la moralité.

Mais que propose-t-il en revanche pour remédier aux calamités des actions humaines? De manière semblable à Baruch Spinoza (*Éthique*, 1677) qui recommande de résister aux appétits et de se conduire rationnellement en démocratie, Kant propose d'accorder la raison à la moralité grâce à la bonne volonté présente en tout individu libre.

Dans les *Fondements de la métaphysique des mœurs* (1785), le philosophe nous montre toutefois que les devoirs moraux (l'impératif *catégorique*) ne nous lient pas tous de la même manière. Il insiste sur une distinction importante entre les devoirs *parfaits* et les devoirs *imparfaits*. Selon lui, les devoirs parfaits sont des devoirs *stricts* : il nous est tout simplement interdit de faire ce genre d'action. Parmi les exemples de devoirs parfaits ou stricts, citons «Ne pas tuer» et «Ne pas mentir». En revanche, les devoirs *imparfaits* sont des devoirs *larges*, car ils ne précisent pas ce que nous devons faire. Bien que l'on doive, par exemple, agir de manière bienfaisante dans la mesure du possible et en toutes circonstances, il nous est laissé une marge de manœuvre : le contenu de ce type de devoir étant indéterminé, toute action qui n'est pas à la hauteur n'est pas nécessairement mauvaise.

Mais dans les deux cas, devoirs parfaits ou devoirs imparfaits, ce qui détermine la valeur morale d'une action pour Kant, ce ne sont pas ses effets ou ses conséquences comme chez les penseurs utilitaristes, à qui le philosophe reproche de confondre la morale et l'utilité. C'est d'abord la pureté intérieure. Ainsi donc, si mon intention est purement égoïste, elle ne sera jamais morale, et ce, même si elle entraîne des conséquences utiles pour autrui.

Ce qu'il importe surtout de mentionner, c'est que peu importe le type de devoir, nous devrons finalement vivre avec les choix que nous faisons. Alors, autant faire les bons choix, les assumer et ainsi se montrer à la hauteur de la dignité humaine.

L'EXPÉRIENCE DE LA MISÈRE D'AUTRUI

C'est à ce dilemme que je fus confronté récemment. J'ai été impliqué dans un accident de voiture. Léger toutefois. Nous avions tous les deux, l'autre conducteur et moi, une police d'assurance. «Donc, où est le problème», direz-vous? Sans compter que je n'étais nullement fautif. D'ailleurs, la responsabilité lui incombe en totalité. L'erreur est humaine. Il n'avait sans doute pas réalisé qu'il n'était pas dans la bonne voie.

En matière d'incident de ce genre, une police d'assurance est nécessaire et suffisante. Mais en matière de moralité et de considération pour autrui, aucune règle, aucun contrat de ce genre n'est susceptible d'exaucer toutes les promesses et les espoirs des parties en présence. Cela est d'autant plus vrai lorsque les fins de mois sont difficiles, lorsqu'on est sans emploi, malade, avec des enfants à charge.

J'ai réellement été en présence de ce qu'Emmanuel Levinas décrit, dans *Totalité et infini* (1971), comme une relation bouleversante. Dans le visage de cet homme, j'ai vu des traces de peur et d'inquiétude, mais aussi de la souffrance, de la misère, de la fragilité; j'ai tout de suite ressenti un «appel». J'avoue avoir été profondément désarmé. Ma logique ne fonctionnait plus…

Le discours rationnel ne résiste pas une seconde à l'appel d'autrui, avec ses émotions et ses sentiments. À la raison de s'adapter : elle qui prétend toujours à la première place sur le trône de la pensée, elle devrait donc pouvoir le faire. Dès cet instant, ma conscience fut mise à l'épreuve. Je n'étais pas fautif au regard de la loi, mais allais-je le devenir moralement?

«Ma liberté arbitraire lisait sa honte dans les yeux d'autrui qui me regardait» en me suppliant de ne pas faire un constat à destination de la société d'assurances. Comme l'ajoute Levinas, «la présence d'autrui rompt la sorcellerie anarchique des faits. […]. L'explication d'une pensée ne peut se faire qu'à deux». Donc, il fallait à tout prix écouter, comprendre et éventuellement décider; décider non seulement pour moi, pour mon bien-être, au nom de mes intérêts seuls, mais aussi en tenant compte d'autrui, de sa fragilité et de sa misère.

DOUCE VANILLE DE MADAGASCAR

C'est alors que j'entendis l'homme parler à son épouse : leur langue maternelle m'était totalement inconnue. Mais la traduction se fit aussitôt dans la mienne. J'ai très vite compris que la famille vient de loin, dans tous les sens du terme, que cet homme travaille à temps partiel, et seulement lorsqu'il y a du travail, qu'il a des problèmes de santé, que leurs enfants sont restés à Madagascar, que l'Europe et la France en particulier sont une bouée de sauvetage pour la famille. Alors j'ai réalisé que ce qui venait de m'arriver n'était en fait rien par comparaison avec leurs soucis et leur fin de mois.

Restait un arrangement à l'amiable, qui reçut tout de suite mon adhésion. Mais non sans la culpabilité cette fois d'avoir le sentiment de puiser dans les dernières économies de la famille pour réparer ma voiture. 400 euros ce n'est pas rien quand arrivent les fins de mois, quand il faut manger et envoyer de l'argent aux enfants à Madagascar. Comment alors, dans ces circonstances, ne pas convenir de paiements étalés sur 3 ou 4 mois? Soulagement alors pour la famille… Mais de courte durée seulement puisqu'il faudrait prévoir un trou dans le budget pour les prochains mois.

GLOSSAIRE*

RESSASSER
Se répéter sans cesse à soi-même

Rentré chez moi, **ressassant** à maintes reprises cette histoire, je suggérai que le montant à rembourser serait hors taxe. Une satisfaction de plus. La somme fut finalement arrondie. Au total, une économie d'environ 90 euros pour ces braves gens. Depuis notre dernière conversation téléphonique, pas de nouvelles. Je n'ai pas essayé non plus de rappeler la famille. Un premier chèque doit en principe me parvenir bientôt. Qui vivra verra.

Si seulement les Malgaches pouvaient profiter pleinement de la notoriété de leur vanille qu'on trouve dans nos assiettes et dans nos desserts, en serait-il autrement pour eux?

Étienne Haché est philosophe et professeur de Lettres / Philosophie.

ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR

Avec l'application gratuite **Le Francopass,** pratique ton français en découvrant la francophonie locale!

• Pour t'inscrire au FP, rends-toi sur : francopass.artsrn.ualberta.ca/

• Code FP valabledu 8 juin au 5 juillet **iv88dr8m**

CÉLÉBRER LA FIERTÉ EN 2023

Un message fort contre l'intolérance

Pour une deuxième année consécutive, le drapeau franco-albertain/queer flottera en juin à La Cité francophone, à Edmonton, afin de souligner le mois de la fierté. Cependant, les festivités prévues ce printemps revêtent une saveur particulière, tandis qu'un nombre croissant de manifestations jugées haineuses ont pris pour cible les membres de la communauté 2ELGBTQIA+ au cours des derniers mois, affirment des experts.

PROVINCIAL

VIE COMMUNAUTAIRE

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

« Le lever du drapeau, ça peut sembler banal, mais ça a sa raison d'être… Ce que ça dit c'est : on existe, on a le droit d'évoluer comme toute autre personne de la société», avance Martin Bouchard, le responsable de l'administration et des communications du Comité FrancoQueer de l'Ouest (CFQO).

S'il ne se dit pas «aveugle» face au climat d'intolérance qui a récemment émergé dans la province et ailleurs au Canada, Martin se sent toutefois «rassuré» par l'ouverture d'esprit de la communauté francophone de l'Alberta.

«On a récemment organisé un autre [spectacle] de drags à Edmonton et il y a eu plein de monde, c'était un super beau moment. Mais c'est certain qu'on reste vigilant et c'est pour ça que la représentation pendant le mois de la fierté est importante», fait-il valoir.

LA DIVERSITÉ SOUS TENSION

Les États-Unis, puis de grandes villes canadiennes comme Edmonton, Calgary et d'autres ont été témoins de la naissance d'un mouvement réfractaire à la différence. Qualifié d'«anti-drag» par certains experts, il a gagné en ampleur dans la dernière année.

Ses militants s'en prennent aux spectacles de drag queens, mais également à leurs activités de lecture de contes dans les bibliothèques municipales, qu'ils accusent de contribuer à la «sexualisation» des enfants.

En outre, des manifestations ont forcé l'annulation de plusieurs événements de la communauté 2ELGBTQIA+ à travers le pays, tandis que d'autres activités ont dû être organisées sous surveillance policière.

Face à la multiplication de ces rassemblements jugés «haineux», certaines municipalités agissent. La Ville de Calgary, par exemple, a pris des mesures drastiques en adoptant, en mars dernier, un règlement pour interdire les manifestations dans un rayon de 100 mètres autour des centres de loisirs et des bibliothèques.

Cette décision fait suite à l'arrestation et la mise en accusation d'un pasteur calgarien, Derek Reimer, pour des crimes motivés par la haine. Lors d'une altercation survenue en février pendant l'heure du conte animée par une drag queen à la bibliothèque Seton, l'homme avait proféré des insultes homophobes et transphobes à l'encontre des enfants présents dans l'assistance.

D'après le titulaire de la Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) Martin Blais, les «**groupuscules**» responsables de ce mouvement anti-drag sont majoritairement conservateurs et perçoivent, à l'image du pasteur de Calgary, une menace dans la reconnaissance de la diversité sexuelle et de genre.

«C'est un groupe minoritaire de personnes dont les voix sont souvent amplifiées et qui refusent le changement et l'évolution normale de la science. Ils instrumentalisent la diversité [...] à des fins politiques. Plus fondamentalement, il y a là un refus de changement et une valorisation de valeurs traditionnelles», explique-t-il.

> « C'EST UN GROUPE MINORITAIRE DE PERSONNES DONT LES VOIX SONT SOUVENT AMPLIFIÉES ET QUI REFUSENT LE CHANGEMENT ET L'ÉVOLUTION NORMALE DE LA SCIENCE.»
> Martin Blais

« C'EST UN GROUPE MINORITAIRE DE PERSONNES DONT LES VOIX SONT SOUVENT AMPLIFIÉES ET QUI REFUSENT LE CHANGEMENT ET L'ÉVOLUTION NORMALE DE LA SCIENCE.»
Martin Blais

GLOSSAIRE

GROUPUSCULE
Petit groupe politique

UNE ARME DISCURSIVE

Entre autres, les militants de droite sont reconnus pour utiliser le terme «grooming» lorsqu'ils font des déclarations contre les drag queens. Sans s'appuyer sur des études concrètes, ils affirment que les drags cherchent à convertir les enfants à l'idéologie du genre qui considère l'identité sexuelle comme une construction sociale plutôt que basée sur des facteurs biologiques. Certains militants croient aussi à tort que les drag queens manipulent et amadouent les enfants en vue de les abuser sexuellement.

Selon le sexologue et sociologue, ces accusations reposent sur des peurs complètement irrationnelles et non fondées. «Exposer les jeunes à la diversité, ça permet de développer leur empathie, leur flexibilité cognitive et leur ouverture au monde… Ça ne change pas leur identité et ça ne les sexualise pas», affirme-t-il.

Bradley Chalmers, le fondateur de Father's Rights Edmonton et l'organisateur de plusieurs manifestations ciblant des spectacles de drag queens, a une opinion assez divergente. D'après lui, des frontières plus franches devraient être tracées entre les jeunes de moins de dix-huit ans et «tous les événements» qui risquent de les mettre en contact avec du contenu sexuel, et ce, même de manière indirecte.

«Tout le monde peut convenir que ce qu'on voit dans les spectacles "mainstream" de drags est très sexuel. Quand on prend quelque chose de sexuel, qu'on en fait une version diluée pour les enfants, on fait quand même du grooming. C'est de l'exploitation», explique-t-il. Après avoir assisté à un spectacle ou à une heure du conte, l'activiste craint que les jeunes fassent des recherches sur les drag queens et tombent sur des vidéos de nature sexuelle et donc inadéquates.

Pour répondre à cet enjeu, il aimerait voir le gouvernement interdire aux personnes mineures d'accéder à des événements mettant en scène des drag queens. «Laissons les jeunes grandir et décider ce qu'ils veulent être à la place de les exposer à ce genre d'événements», exprime-t-il.

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

L'ACRONYME 2ELGBTQIA+ EST UTILISÉ PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL POUR DÉSIGNER LES PERSONNES BISPIRITUEL.LE.S, LESBIENNES, GAIS, BISEXUEL.LE.S, TRANSGENRES, QUEER OU EN QUESTIONNEMENT, INTERSEXUÉ.E.S, ASEXUÉ.E.S ET DIVERSES ORIENTATIONS SEXUELLES ET IDENTITÉS DE GENRE.

Des militants manifestent pour et contre la tenue d'une heure du conte. Photo : Courtoisie - Bradley Chalmers - CTV News Edmonton/Dave Mitchell

Martin Bouchard est responsable de l'administration et des communications pour le CFQO. Photo : Courtoisie

Sexologue et sociologue, Martin Blais est titulaire de la Chaire de recherche sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres de l'UQAM. Photo : Courtoisie

Bradley Chalmers est le fondateur de Father's Rights Edmonton et l'organisateur de plusieurs manifestations ciblant des spectacles de drag queens. Photo : Courtoisie - Bradley Chalmers - Rebel News

Lady Tenderflake brûle les planches à Edmonton depuis sept ans. Photo : Courtoisie

Si cette année le lever du drapeau est de moins grande envergure en raison de contraintes organisationnelles, l'événement qui se déroulera le 23 juin à midi à La Cité francophone devrait permettre à la communauté de se rassembler et de célébrer dans la «bonne humeur», mentionne Martin Bouchard.

En effet, explique-t-il, l'équipe du CFQO fait face à des effectifs réduits, ce qui l'oblige à organiser des activités «à la hauteur de [ses] moyens». De plus, en raison des élections provinciales qui auront lieu à la fin du mois de mai, certains partenaires habituels ont été moins présents cette année.

Malgré cela, il exprime son désir de créer une ambiance festive. «On va peut-être avoir une drag queen sur place et de la musique. Ce sera surtout un moment pour s'amuser», mentionne-t-il.

Il se dit également «très reconnaissant» que l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) soit à nouveau partenaire pour cette édition.

À la blague, Martin Blais souligne, quant à lui, que l'exposition d'un enfant à une drag queen n'est pas différente de celle à un clown. «Tous les enfants ne veulent pas se transformer en clown pour le reste de leur vie parce qu'ils y en voient un à leur fête une fois par année. Ce n'est pas comme ça que ça fonctionne et le raisonnement n'est pas différent avec les drags», avance-t-il.

Questionné sur le sujet, Gilbert Drapeau, une drag queen mieux connue sous son nom de scène Lady Tenderflake, encourage de son côté les détracteurs des lectures de contes à assister à une de ses représentations plutôt que de juger sans savoir.

«Quand je me présente dans une bibliothèque, le message que je veux donner aux enfants c'est : «découvrez le trésor que vous êtes et apprenez à accepter que les gens sont différents les uns des autres. Faites-le sans jugement.» Il n'y a aucun message sexuel là-dedans», analyse-t-elle.

DANS L'OMBRE DE L'INTOLÉRANCE

Lors de ses activités sur scène, Lady T admet avoir été confrontée à des situations d'intolérance qui ont suscité en elle un sentiment général de crainte. Elle relate notamment une expérience récente lors des Dragging Youth Shows, une série de spectacles de drags organisés avec des jeunes dans une église communautaire d'Edmonton pour amasser des fonds pour des initiatives 2ELGBTQIA+. Au cours d'une représentation, des individus auraient tenté d'interrompre le spectacle.

«Ils ne sont pas nombreux, mais très bruyants», confie Lady T. «Ils disaient qu'on avait une salle comble de jeunes qui se déshabillaient sur scène et qu'il y avait de la consommation d'alcool. C'est complètement faux», ajoute-t-elle. Dans un autre incident, un groupe de militants aurait entouré un jeune de seize ans en fauteuil roulant et lui aurait crié des injures, alors qu'il essayait de se rendre sur les lieux pour participer au spectacle.

Le sexologue et sociologue Martin Blais voit dans ces actes «une déshumanisation totale des membres de la communauté [2ELGBTQIA+]». «On oublie souvent qu'au-delà des discours [haineux], il y a des personnes. C'est du vrai monde, des gens qui se promènent dans la rue, se font insulter, regarder croche ou au mieux ignorer», s'attriste-t-il.

Bradley Chalmers, lui, soutient que son mouvement contestataire n'a rien de violent ou de haineux. Les manifestations qu'il organise depuis janvier contre les Dragging Youth Shows se veulent pacifiques, affirme-t-il. «On ne veut pas que les gens se sentent menacés par notre présence. On veut simplement manifester notre désaccord envers ces événements. On cherche à être respectueux dans notre approche.»

Quant aux faits rapportés par Lady T, l'activiste mentionne qu'il ne peut pas s'avancer sur le sujet puisqu'il n'était pas présent sur les lieux de l'altercation. Cependant, il laisse entendre que les membres de la «culture woke» ont tendance à se sentir «facilement» menacés.

Depuis quelques années, le terme «woke» est utilisé par les militants conservateurs pour dénigrer ou ridiculiser les idées des personnes de gauche qui se portent à la défense de groupes minoritaires.

Bradley se demande surtout dans quelle mesure les Dragging Youth Shows peuvent nier avoir vendu de l'alcool lors de certaines de leurs représentations. Des témoins oculaires lui auraient en effet confirmé la présence d'alcool à au moins une reprise. «Ils ont changé leurs affiches promotionnelles maintenant, mais avant il était clairement indiqué que l'assistance aurait accès à un bar payant. Si ce n'est pas vrai qu'ils vendaient de l'alcool, pourquoi en ont-ils fait la promotion sur leurs affiches promotionnelles», interroge-t-il.

Notons qu'une affiche promotionnelle mise en ligne par les organisateurs de la série de spectacles en décembre comporte en effet la mention «bar payant». Cependant, d'autres affiches indiquent clairement que l'achat d'alcool est réservé aux personnes majeures et que la présentation d'une pièce d'identité est requise.

PASSIVITÉ GOUVERNEMENTALE

Bien que le contexte d'intolérance soit limité à une minorité d'individus, Lady Tenderflake critique le climat politique qui permet aux militants de droite de manifester «en toute impunité». Selon elle, le manque d'engagement de la première ministre Danielle Smith sur cette question est inacceptable. «Le gouvernement actuel résiste de façon passive à la question, alors qu'il devrait dire que [les manifestations anti-drag] n'ont pas leurs places ici», affirme-t-elle.

Martin Blais partage cette préoccupation et déplore, lui aussi, le silence de la première ministre face aux actions des militants anti-drag. «En se taisant, ce que le gouvernement dit, c'est qu'il y a des catégories de citoyens qui ne méritent pas d'être protégés et pour qui on n'a pas besoin de prendre position. C'est grave», souligne-t-il. Selon lui, il est essentiel de continuer à sensibiliser la population aux enjeux 2ELGBTQIA+.

En revanche, Lady T fait remarquer que le climat d'intolérance a eu pour effet d'énergiser la population queer et de pousser ses alliés à réagir. «Nos spectacles se vendent à guichets fermés maintenant, c'est la conséquence hilarante de tout ça», raconte-t-elle en riant.

Sous le crayon de Melki

La médecin de famille Helen Cuddihy a fondé le Centre de santé communautaire Saint-Thomas, à Edmonton, en 2006. Photo : Capture d'écran, Alberta College of Family Physicians

Le docteur Denis R.J. Vincent pratique à sa clinique située dans La Cité francophone, à Edmonton. Photo : Clinique Dr Vincent.

Le professeur Damien Contandriopoulos enseigne à la Faculté des sciences infirmières de l'Université de Victoria. Photo : Courtoisie - Université de Victoria

«CRISE» COMPLEXE ET PLURIELLE POUR LA MÉDECINE FAMILIALE EN ALBERTA

À l'heure actuelle, pas moins de 650 000 Albertains sont toujours privés d'un médecin de famille. Et les perspectives d'avenir ne semblent guère plus reluisantes pour la population albertaine, alors qu'un nombre alarmant de postes de résidents en médecine familiale demeurent vacants. Face à cette tendance, l'accès aux soins risque de devenir une denrée de plus en plus rare pour les francophones qui doivent surmonter une double barrière dans leur quête de soins médicaux.

PROVINCIAL

SANTÉ

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

« EN GÉNÉRAL, JE CROIS QUE LES MÉDECINS DE FAMILLE SONT ÉPUISÉS. CERTAINS PRENNENT LEUR RETRAITE OU RÉDUISENT LE NOMBRE DE JOURS OÙ ILS PRATIQUENT.»
Dre Helen Cuddihy

Plus d'information :
- Centre de santé communautaire Saint-Thomas : cscst.ca

GLOSSAIRE
POURVOIR
À combler

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

« On sait que la médecine familiale est en crise un peu partout au pays et que la demande ne cesse d'augmenter, mais la situation albertaine est assez critique», plaide, d'entrée de jeu, la Dre Helen Cuddihy, qui a fondé le Centre de santé communautaire Saint-Thomas, à Edmonton, en 2006. Selon elle, l'attitude du gouvernement provincial envers la médecine familiale a fait prendre un énorme pas de recul à la profession au cours des dernières années.

«Il y a eu des conflits et beaucoup d'incertitudes. La médecine familiale n'est pas considérée comme importante», évoque la docteure. En outre, rappelons que le ministère de la Santé, sous les ordres du conservateur Tyler Shandro, a imposé un nouveau contrat de travail aux médecins en 2020 sans que l'Alberta Medical Association (AMA) ait pu négocier quoi que ce soit, notamment au niveau de la revalorisation salariale. Selon l'AMA, cette décision du gouvernement violait les droits de travail de ses membres.

Une entente a depuis été ratifiée entre les deux parties, mais des séquelles demeurent au sein de la profession puisque plusieurs médecins ont perdu confiance envers le gouvernement actuellement au pouvoir.

Autre que cette relation houleuse avec le provincial, Dre Helen Cuddihy considère que la paperasse et la charge de travail des médecins de famille ne font qu'augmenter, ce qui décourage des candidats potentiels et pousse des professionnels d'expérience vers la retraite. «En général, je crois que les médecins de famille sont épuisés. Certains prennent leur retraite ou réduisent le nombre de jours où ils pratiquent. En conséquence, ce sont les patients qui y perdent et ne reçoivent pas les soins auxquels ils ont droit», explique-t-elle.

Pour faire face à ces enjeux, elle aimerait voir le gouvernement «investir davantage dans la santé primaire» puisque les «besoins sont criants». Après tout, un médecin de famille agit comme le coordinateur des soins pour ses patients et fait de la prévention, ce qui permet éventuellement au système «d'économiser beaucoup d'argent», dit-elle. «En plus, quand les gens n'ont pas de médecin de famille, ils doivent aller à l'urgence pour des problèmes assez simples à résoudre. Ce n'est pas efficace, ça coûte cher au système et il n'y a pas de suivi», ajoute la médecin.

Le Dr Denis R.J. Vincent, qui évolue dans sa clinique située dans La Cité francophone, à Edmonton, remarque, lui aussi, que sa charge de travail devient «de plus en plus lourde». «L'informatisation a doublé et les attentes pour la documentation des patients aussi. C'est très bien pour que l'on puisse conserver leur historique de santé, mais ça prend beaucoup plus de temps aux docteurs», fait-il valoir.

UNE TENDANCE LOURDE DE SENS

Mais ce qui est encore plus préoccupant pour le Franco-Albertain est le nombre croissant de ses collègues qui choisissent de quitter la profession. «Je connais des médecins qui étaient deux ou même trois ans plus jeunes que moi qui ont déjà pris leur retraite», illustre-t-il. Cette tendance lourde s'ajoute au fait que la relève albertaine tarde à se manifester.

En effet, selon des données rendues disponibles par l'AMA en avril dernier, 22 postes de résidence en médecine étaient toujours à **pourvoir** en Alberta après le deuxième tour de candidature au jumelage avec les universités. À l'inverse, dans les provinces de la Saskatchewan, du Manitoba et de la Colombie-Britannique, tous les postes avaient été remplis.

D'après la Dre Helen Cuddihy, il ne faut pas chercher bien loin pour trouver une explication à ces chiffres : le climat de travail albertain jumelé aux actions du gouvernement conservateur en 2020 décourage les jeunes médecins de famille à venir exercer dans la province.

Ce sont aussi les échos entendus par le Dr Vincent, dont les deux enfants pratiquent la médecine familiale à Montréal et Saskatoon. «Le mot qui se passe apparemment, c'est que l'Alberta n'est pas une bonne place où travailler en médecine familiale. C'est un "no go zone"», affirme-t-il. En outre, explique-t-il, le «contexte de tension» avec le gouvernement provincial serait bien connu des jeunes résidents qui préféraient choisir des programmes où le «climat est moins toxique».

UNE CRISE AUX FACTEURS MULTIPLES

Le professeur Damien Contandriopoulos, qui enseigne à l'Université de Victoria et se spécialise dans le domaine d'analyse des processus décisionnels dans les systèmes de soins, ne se surprend pas de voir les décisions gouvernementales des conservateurs avoir un impact négatif sur l'attractivité de la profession et sa réputation en Alberta. D'ailleurs, selon lui, les médecins de famille albertains qui sont insatisfaits des conditions de travail dans leur province pourraient essayer de trouver meilleure chaussure à leur pied dans une région voisine plus progressiste.

« LE MOT QUI SE PASSE APPAREMMENT, C'EST QUE L'ALBERTA N'EST PAS UNE BONNE PLACE OÙ TRAVAILLER EN MÉDECINE FAMILIALE. C'EST UN "NO GO ZONE".»
Dr Vincent

« C'EST TELLEMENT FACILE POUR LES MÉDECINS DE S'EN ALLER EN [COLOMBIE-BRITANNIQUE] (BC). C'EST UNE VRAIE QUESTION QUI SE POSE EN CE QUI CONCERNE [LA RÉTENTION] DES MÉDECINS POUR L'ALBERTA.»
Damien Contandriopoulos

« C'EST DU JAMAIS VU. C'EST RENDU QU'ON A TROIS À CINQ APPELS PAR JOUR DE PERSONNES QUI SE CHERCHENT UN DOCTEUR.»
Dr Vincent

En l'occurrence, le rehaussement salarial qu'a offert le gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique aux médecins de famille en 2022 pourrait motiver des praticiens albertains à faire le saut de l'autre côté de la frontière. «C'est tellement facile pour les médecins de s'en aller en [Colombie-Britannique] (CB). C'est une vraie question qui se pose en ce qui concerne [la rétention] des médecins pour l'Alberta», avance-t-il.

Le professeur rappelle également qu'il vaut mieux éviter de qualifier la crise de la médecine familiale de pénurie puisque les statistiques démontrent «que le nombre de médecins de famille au Canada et en Alberta n'a jamais été aussi élevé». En effet, selon Statistique Canada, 87,3% des Albertains ont accès à un fournisseur de soins de santé (ce qui inclut aussi les infirmières praticiennes). Un chiffre en constante augmentation depuis quelques années.

«Alors, ce que l'on pourrait dire, c'est que l'on n'a pas nécessairement moins de médecins, mais plutôt que la demande et les besoins de la population semblent avoir augmenté à une vitesse plus rapide que celle à laquelle on forme de nouveaux praticiens», nuance Damien Contandriopoulos. D'après lui, il ne faut pas négliger que plusieurs médecins de famille ont récemment migré vers d'autres sortes de pratiques (soins de beauté, médecine sportive) et sont probablement encore comptabilisés dans les statistiques, alors qu'ils «n'offrent plus de soins à leurs patients».

LA PRÉCARITÉ DES SOINS EN FRANÇAIS

Les docteurs Cuddihy et Vincent se disent inquiets face au manque évident de relève constaté dans la profession. Selon eux, ce sont les patients qui vont écoper le plus face à cette réalité. D'ailleurs, pour les francophones qui cherchent à se faire soigner dans leur langue, la route s'annonce encore plus périlleuse, analyse la Dre Cuddihy. «Dans le passé, on recrutait beaucoup de médecins [francophones] dans l'est du pays. Mais dans les dernières années, ce n'est pas un choix logique pour les jeunes diplômés de venir ici. Ce n'est pas vraiment attrayant», déplore-t-elle.

Sans recrutement dans l'Est, la médecin craint que l'accès aux soins pour les francophones diminue. Elle évoque déjà des difficultés au sein de sa propre clinique pour trouver du personnel qui sache parler français. «On sait que c'est important d'être servi dans sa langue. Ça fait une différence surtout au niveau psychologique. [...] Tout le monde devrait [y] avoir accès, mais ce n'est certainement pas le cas en ce moment», plaide-t-elle.

Le Dr Vincent, de son côté, remarque, avec appréhension, la demande augmenter en flèche chez les francophones et s'attriste de ne pas pouvoir y répondre. «C'est du jamais vu. C'est rendu qu'on a trois à cinq appels par jour de personnes qui se cherchent un docteur, mais en ce moment, on ne prend pas de nouveaux patients», argumente-t-il.

Deux programmes de médecine existent en Alberta, celui de l'Université de Calgary et celui de l'Université de l'Alberta. Tous les deux sont dispensés en anglais.

Deux programmes en santé sont proposés au Campus Saint-Jean : un certificat de préposé aux soins de santé (Centre collégial de l'Alberta) et un baccalauréat bilingue en sciences infirmières.

L'ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ EN ZONE RURALE SE COMPLEXIFIE POUR LES FRANCOPHONES

Si la crise de la médecine familiale affecte l'ensemble du public albertain, les francophones qui habitent en zones rurales doivent faire face à des défis supplémentaires pour avoir accès à des soins dans leur langue. Pire encore, la réduction de services dans certains centres hospitaliers oblige des femmes à se déplacer sur plus de 100 kilomètres pour bénéficier d'un soutien médical, notamment lors de leur accouchement.

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

Plus d'information :
- AHS : albertahealthservices.ca
- Répertoire du Réseau santé Alberta : rb.gy/l7xh5

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Lorsqu'il s'est installé à Fort McMurray en 2015, le Dr Appolinaire Katumba, originaire de la République démocratique du Congo, a rapidement remarqué que la demande pour des services francophones en médecine familiale était «énorme», et ce, partout dans la région de Wood Buffalo. «Au début, j'avais constamment de nouveaux patients. Maintenant, un peu moins, mais le besoin est encore présent», explique-t-il.

Le Dr Katumba, dont la clinique offre aussi des services en gynécologie et en obstétrique, a donc rapidement pris la décision de ne pas plafonner son nombre de patients. Un choix qu'il ne regrette pas, malgré la charge de travail qui en découle. «C'est une maladie au Canada, tout le monde se cherche un médecin de famille, alors je veux aider le plus de gens possible et je ne veux surtout pas sacrifier la francophonie», évoque-t-il.

Le médecin fait d'ailleurs remarquer que certains de ses patients ne connaissent pas un seul mot d'anglais. D'autres ne sont simplement pas à l'aise avec le jargon médical anglophone surtout lorsque vient le temps «d'expliquer une douleur». C'est pourquoi, selon lui, il est absolument indispensable d'«offrir des services médicaux dans la langue maternelle des patients».

La ligne infosanté de Services de santé Alberta (811)
Accessible gratuitement 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, la ligne info-santé 811 est un service de consultation téléphonique.

Retrouvez prochainement sur notre site web d'autres articles concernant les soins de santé en Alberta : lefranco.ab.ca

Pour que davantage de docteurs comme Apollinaire Katumba puissent exercer dans les régions rurales de la province, le directeur général du Réseau santé Alberta (RSA), Paul Denis, aimerait voir l'organisme responsable de l'intégration des diplômés médicaux internationaux, l'Alberta International Medical Graduates Association (AIMGA), assouplir ses exigences linguistiques pour les candidats francophones.

Selon lui, cela offrirait de meilleures chances aux candidats de réussir le test de compétence de langue anglaise et de s'intégrer au système de santé albertain. «Ce ne serait pas un passe-droit. Pourquoi est-ce qu'on n'accepterait pas d'accorder aux personnes qui ne parlent pas encore bien l'anglais le droit de travailler à condition que ce soit en français? Ils desserviraient spécifiquement les francophones dans les régions», argumente-t-il.

LE MANQUE DE MÉDECINS DE FAMILLE, LA POINTE DE L'ICEBERG

La pénurie de médecins de famille francophones est loin d'être le seul défi auquel sont confrontées les zones rurales de l'Alberta, fait valoir Paul Denis. Rien pour aider, d'autres spécialités médicales sont également en manque de praticiens.

Plusieurs petits hôpitaux qui avaient l'habitude de desservir des patients francophones ont vu leur offre se réduire dans la dernière décennie. En cause, la construction de centres hospitaliers régionaux plus importants comme celui de High Prairie et le rapatriement des docteurs vers ces établissements.

Ainsi, les femmes enceintes qui habitent dans la région de Rivière-la-Paix ne peuvent plus accoucher à l'hôpital de McLennan comme elles avaient pris l'habitude de le faire, mentionne-t-il. «Elles doivent faire entre quarante-cinq minutes et une heure de route. Ça demande de la planification, un suivi à point, parce qu'on ne veut pas accoucher dans l'auto. Et la distance à couvrir suppose nécessairement des dangers», s'inquiète-t-il.

D'un autre côté, pour les francophones qui sont incapables d'être servis dans leur langue, c'est toute la question de la barrière linguistique qui se manifeste, évoque Paul Denis. «C'est un droit légitime de pouvoir être soigné dans sa langue. Ça peut être très stressant de ne pas comprendre ce qu'un docteur nous dit», s'attriste-t-il.

James Wood, un représentant d'Alberta Health Services (AHS) qui a décliné la demande d'entrevue de la rédaction, mentionne dans un échange de courriels que des efforts sont faits en continu pour aider les patients qui parlent français à naviguer dans le système de soins de santé albertain. Il cite, entre autres, que AHS rend disponibles, au besoin, des services de traduction aux locuteurs francophones. Néanmoins, comme souligné dans l'article du 14 février 2022 de votre journal, *L'interpretation dans le milieu médical*, la traduction ne peut être suffisante sans une parfaite interprétation des faits médicaux.

GLOSSAIRE
PRATICIEN
Médecin qui exerce

Il ajoute aussi que «la coordonnatrice des services en français d'AHS [...] cherche activement à recruter des professionnels de la santé francophones» et à «travailler en partenariat avec des organismes communautaires pour promouvoir le soutien aux populations francophones de la zone Nord de la province».

PUBLIREPORTAGE

(De gauche à droite) Simon Brisebois, Robert Viens, Samuel Laroche, Sylvie Lebon Photo : Courtoisie

DES ENSEIGNANTS DÉDIÉS À LA CONSTRUCTION IDENTITAIRE DE LEURS ÉLÈVES

Du 27 au 30 avril 2023, quatre enseignants de l'Association des enseignantes et des enseignants francophones de l'Alberta (AEEFA) ont accompagné les jeunes dans leur démarche citoyenne comme acteurs du Parlement jeunesse de l'Alberta (PJA). Une démarche volontaire et un dévouement sans faille pour la nouvelle génération.

« JE PARTICIPE AU PJA POUR VOIR LES JEUNES PRENDRE PART À UN DÉBAT D'IDÉES. QUE CE SOIT EN TANT QUE DÉPUTÉS OU LOBBYISTES, ILS DOIVENT FAIRE VALOIR LEUR POINT.»
Simon Brisebois

Le dévouement du corps enseignant pour les évènements communautaires francophones est toujours un signal fort. C'est la preuve, s'il en était besoin, que leur implication dans la construction identitaire de leurs élèves se fait aussi en dehors des salles de classe.

«Les enseignants sont très fiers d'avoir participé à cet évènement», indique Stéfane Kreiner, le président de l'Association des enseignantes et des enseignants francophones de l'Alberta, sans oublier de signaler que c'est loin d'être le seul évènement auquel les enseignants se dévouent. Il cite, entre autres, le GoAGA, les Jeux francophones de l'Alberta et le RaJe, mais aussi d'autres activités communautaires comme la cabane à sucre ou les journées sportives.

DE L'ÉCOLE AUX URNES

Simon Brisebois, d'Airdrie, était le sergent d'armes du Parlement. Un rôle qu'il joue depuis maintenant de nombreuses années. Et autant dire que l'ordre et la sécurité étaient une nouvelle fois entre de bonnes mains. Néanmoins, c'est aussi l'engagement des élèves dans les débats lors du PJA qui passionne cet enseignant.

«Je participe au PJA pour voir les jeunes prendre part à un débat d'idées. Que ce soit en tant que députés ou lobbyistes, ils doivent faire valoir leur point. Des fois, on rigole, mais, bien souvent, ça nous fait réfléchir à comment les enjeux débattus les [élèves] touchent de façon différente que nous, adultes». S'il aime accompagner les élèves, il voit en eux de beaux espoirs, «il y a aussi les journalistes qui font des analyses bien ciblées et souvent avec une touche humoristique. On se rend compte que l'on va être entre de bonnes mains plus tard».

Car c'est bien de l'avenir qu'il s'agit pour les enseignants qui prennent de leur temps personnel pour accompagner ces jeunes dans leur rôle de citoyens. Samuel Laroche, à Edmonton, comme ses collègues, a préparé son rôle de greffier bien avant sa prestation afin d'être le plus pertinent possible pour faciliter ce débat d'idées dans lequel les jeunes parlementaires se construisent.

«Le PJA permet aux élèves de développer leur confiance, leur leadership et leur travail d'équipe dans un milieu professionnel, tout en leur donnant la chance de rencontrer de jeunes francophones de tous les coins de la province. En tant qu'enseignants, c'est vraiment impressionnant de voir ce que nos élèves peuvent accomplir en dehors des murs de la salle de classe. C'est un évènement francophone extrêmement unique et nous sommes très chanceux d'y avoir accès chaque année», explique-t-il.

«Et si les greffiers font fonctionner le gouvernement, les enseignants font fonctionner les évènements francophones au bénéfice des élèves», assure Stéfane Kreiner. Sylvie Lebon, enseignante d'études sociales à Lethbridge, en sait quelque chose. «J'encourage mes élèves à participer aux activités qui développent leur sens critique. Le PJA pour les jeunes, c'est non seulement s'affronter sur des sujets de débats, mais c'est aussi un formidable moment de socialisation et de cohésion pour les jeunes francophones. Je suis très contente d'accompagner mes élèves pour qu'ils puissent vivre cette belle expérience.»

Un bonheur aussi partagé par Robert Viens qui enseigne à Cold Lake et qui revêtait aussi son habit de greffier pour la fin de semaine afin d'aider les élèves à comprendre le processus démocratique pour «en faire des citoyens engagés», affirme le président de l'Association des enseignantes et des enseignants francophones de l'Alberta.

Stefane Kreiner, le président de l'Association des enseignantes et des enseignants francophones de l'Alberta. Photo : Courtoisie

UN DÉVOUEMENT AUX MULTIPLES FACETTEs

Stefane Kreiner insiste sur ces «longues heures de bénévolat» que les enseignants offrent à leurs élèves, leur école et leur communauté. Un dévouement inestimable selon lui afin d'accompagner et appuyer la construction identitaire des élèves dans un environnement minoritaire; «les enseignants ont toujours été là» et le resteront pour appuyer les causes francophones.

Plus humblement, il souligne l'effort financier de 1000 dollars accordé par l'AEEFA au Parlement jeunesse de l'Alberta. Car si l'association commandite chaque année un évènement communautaire d'importance, c'était une première pour le PJA. Stefanie Kreiner tient finalement à assurer que l'Association des enseignantes et des enseignants francophones de l'Alberta et ses membres travaillent pour la pérennisation de cet appui essentiel à la communauté.

« EN TANT QU'ENSEIGNANTS, C'EST VRAIMENT IMPRESSIONNANT DE VOIR CE QUE NOS ÉLÈVES PEUVENT ACCOMPLIR EN DEHORS DES MURS DE LA SALLE DE CLASSE.»
Samuel Laroche

Association des enseignantes et des enseignants francophones de l'Alberta

Félicitations

À NOS FINISSANTS ET FINISSANTES 2023

École Alexandre-Taché

ST. ALBERT

Ghadi Al-Taki

Cédric Buzubona

Patrick Buzubona

Tessa Carroll

Jawad Darwich

Henri-Pierre De Serres

Alpha Diallo

Efraim Djewoe

Teagen Douglas

Gabriel Elliott

Jorge Erazo

Chloé Gakeli

Arianna Greco

Aiden Green

Lauria Kaze

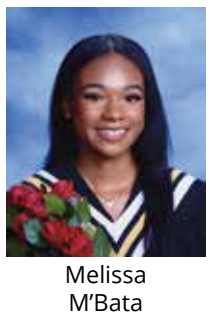
Jessica Kiabanzawoko

Sisca Kiabanzawoko

Emanuel Kwaw

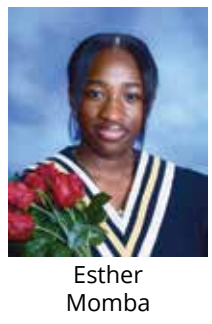
Sydalie Legault

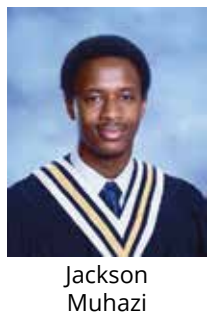
Mia Camille Mailhot

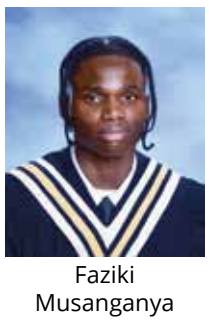

Melissa M'Bata

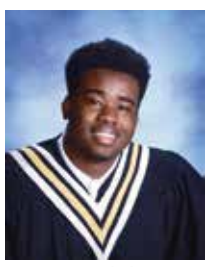
Irelynn McMillan

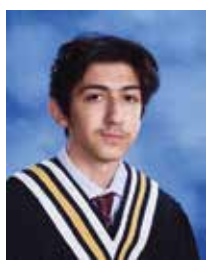
Maxim Michaud


Esther Momba


Jackson Muhazi


Faziki Musanganya


Fadel Nacoulma


George Nasr

Clayton Ngaruko

Guy Karl Ntirampeba

Maxim Pilote

Gabriel Poisson

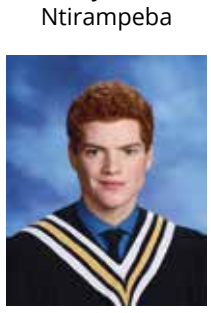
Samantha Rodriguez

Amida Rukumuza

Fatima Sarr

Jean-Daniel Sinzé

Tafsir Sow


Nicholas Tardif

Priscilla Yao

Giovanni Yappi

Adam Yassine

Samuel Yoma

Bonne chance dans
vos futurs projets!

Conseil scolaire Centre-Nord

FORT McMURRAY

Christine Policarpio

Melat Seyoum

JASPER

Maëva Joyeuse

RED DEER

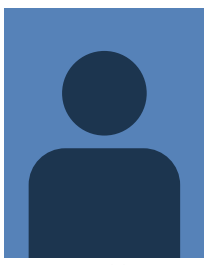
Alexandre Hébert

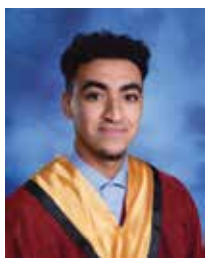
EDMONTON

Ryane Abar

Abyan Ahmed

Ould Ahmed Salem

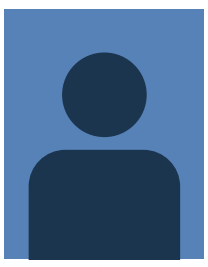

Kalil Berete


Yahya Biyady

Ali El Nakhala

Abdelrahman El Nawawy

Félix Gagnon

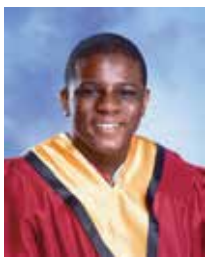

Salma Gharsallah

Soumeya Idleh

Anthony Isalanga Tshibola

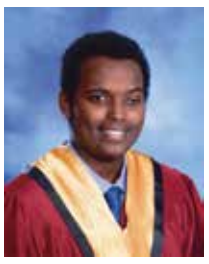
Oakley Jean-Louis

Adam Kaddouri


Nathan Kelly

Mya Mallais Dugas

Prisca Mobeang


Hamza Mohamed Sougueh

Taha Mounji

Sara Noor

Mélany Miseth Ortiz

Roman Parkins-Morales

Josue Rukundo

Ahmed Salem

Benjamin Shute

Maxime Solari

Khairia Souldan

Matthew Wilson

École Maurice-Lavallée

EDMONTON

Saleh Abdoulaye

Riva Abed

Marie-Emma Adam

Effoua Etouska Cedella Amani

Olivier Amyotte

Kelly Bareke

Julien Beaulieu

Cloé Beaupré

Alexi Biollo

Zacharie Biollo

Antoine Bondon

Madison Butcher

Hamza Cali-B

Raphaël Carrier

Fedia Charles

Lukas Cherchuk

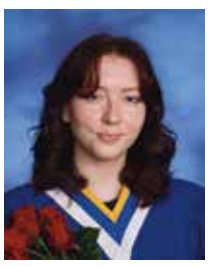
Jean-Rémi Clarke

Caleb Corbeil

Maya Côté-Fournier

Sarah Cox

Aislynn De Sousa


Katelyn Déry

Vincent Desbiens

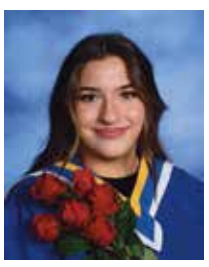
William Dew Chouinard

Fabiola Djonzo

Naomi Druteika

Owen Gardener

Samya Gatore


Cora Gonneville

Catherine Hébert

Marc-André Hébert

Alexcia Hutchinson

Rayan Jawhari

Alexie Johnson

Ephratah Kebede

Pascal Lacroix

Megan Larouche

Roxanne Lavoie

Samuel Lemay

Whitney Malaba

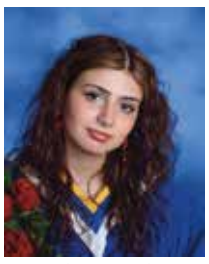
Joshua Mampuya

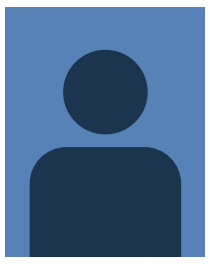
Gabriel Mercier

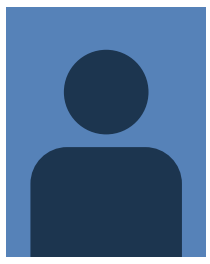
Masha Mironova

Adam Moore

William Morton


Chourouk Nafai


Marie Josephine Ndiaye


Daniel Ohouo

Gilbert Otto Eyango

Elizabeth Ouellette

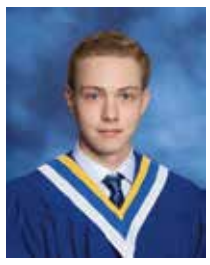
Olivia Picard

Anaël Rochon

Shaza Rukundo

Sandra Sadek

Alysée Thibeault


Benjamin Weatherill

Ed-Bert Kishila Yambayamba

Payton Zapisocky

INTÉGRATION entrepreneuriale réussie

SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT POUR RÉSIDENTS PERMANENTS

CONSEILS, RESSOURCES, FORMATIONS.

LE DÉMARRAGE D'ENTREPRISE N'AURA PLUS DE SECRETS POUR VOUS!

Contactez-nous dès maintenant pour prendre rendez-vous avec l'un de nos conseillers : **info@lecdea.ca**.

CDÉA Conseil de développement économique de l'Alberta

Financé par : Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Funded by: Immigration, Refugees and Citizenship Canada

CALGARY

ÉDUCATION

Près de 500 élèves venus des autres écoles du Conseil scolaire FrancoSud sont arrivés à SMB en autobus dans la matinée du 24 mai. Photo : Gabrielle Audet-Michaud

LES JEUNES DU FRANCOSUD SE RASSEMBLENT POUR FÊTER LEUR FRANCOPHONIE

Le 24 mai dernier était jour de célébration pour les élèves du FrancoSud qui ont participé au tout premier grand rassemblement culturel organisé par leur conseil scolaire à l'école Sainte-Marguerite-Bourgeoys (SMB), à Calgary. Des tournois de soccer, d'improvisation, de génies en herbe et de scrabble figuraient notamment au programme.

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

« ON SOUHAITE QUE LES JEUNES SE [PERÇOIVENT] COMME DES ALLIÉS PLUTÔT QUE DES OPPOSANTS.»
Erika Tavernari

Mais au-delà des activités, il s'agissait aussi d'une occasion rêvée pour ces 640 jeunes de la 3e à la 12e année d'ouvrir leurs horizons et de tisser des liens d'amitié avec des élèves francophones venus d'ailleurs dans la province. Pour favoriser les interactions, l'animatrice culturelle, Erika Tavernari, a d'ailleurs habilement mélangé les jeunes des quinze écoles du conseil scolaire au moment de former les équipes.

«On souhaite que les jeunes se [perçoivent] comme des alliés plutôt que des opposants. Et on veut qu'ils [...] s'identifient l'un à l'autre de par ce qu'ils ont en commun, soit leur francophonie, car c'est un principe clé de leur construction identitaire en milieu minoritaire», témoigne-t-elle avec conviction.

Ce message, ils étaient plusieurs à le répéter. La responsable de l'activité de scrabble et enseignante à l'école du Nouveau-Monde, Sylvie Saulnier-Arsenault, s'est dite très heureuse de voir des élèves qui ne se connaissaient pas initialement entamer des discussions

« LA MAJORITÉ DES JEUNES N'AVAIENT JAMAIS FAIT D'IMPRO DE LEUR VIE. EN FAIT, C'EST COMME ÇA QU'ON DÉMARRE LE SENTIMENT D'APPARTENANCE ENVERS LA FRANCOPHONIE...»
Isabelle Rioux

et partager des éclats de rire autour de nouveaux mots. «Je les entends parler et ils réalisent peu à peu qu'il y a plein d'autres écoles francophones dans le sud de la province. C'est assez spécial de les voir bâtir ces connexions.»

L'enseignante a aussi aimé voir les jeunes se référer à un dictionnaire pour vérifier l'orthographe de certains mots. «Ce n'est pas tout le monde qui a le même niveau de langue, au FrancoSud. Pour plusieurs enfants, le français est leur deuxième ou même leur troisième langue», appuie-t-elle.

Même son de cloche pour Isabelle Rioux, la directrice adjointe de l'école Sainte-Marguerite-Bourgeoys, qui se trouvait dans l'assistance lors de la compétition d'improvisation. Elle a observé avec joie les élèves s'initier progressivement à cette discipline, et ce, en français, un fait rare en Alberta. «La majorité des jeunes n'avaient jamais fait d'impro de leur vie. En fait, c'est comme ça qu'on démarre le sentiment d'appartenance envers la francophonie… C'est en s'amusant dans notre langue», précise-t-elle.

En milieu d'après-midi, le rassemblement s'est clôturé par un concert au Ross Glen Hall de l'Université Mount Royal (MRU) où une chorale composée de 140 élèves s'est produite sur scène. Les artistes Jefferson TPoints, un élève de l'école de la Rose Sauvage, et Pierre Sabourin, un auteur-compositeur-interprète franco-albertain, y ont aussi présenté une partie de leur répertoire respectif. Erika Tavernari souligne l'importance de cet ajout à la journée. «Nous avons ressenti le besoin d'ajouter une dimension musicale et cette chorale est magnifique, avec des élèves de six écoles qui y participent.»

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

GLOSSAIRE
CONTRAINDRE
Forcer, obliger

L'animatrice culturelle Erika Tavernari lors du tournoi de soccer opposant des jeunes du secondaire. Photo : Gabrielle Audet-Michaud

Des élèves passent au vote pour déterminer l'équipe gagnante lors du tournoi d'impro. Photo : Gabrielle Audet-Michaud

QUELQUES OBSTACLES À SURMONTER

Cependant, l'organisation de cet événement n'a pas été sans défis logistiques. Le choix de tenir le rassemblement à l'école SMB a été motivé par sa position «centrale» et sa proximité avec des lieux clés tels que la Cité des Rocheuses et l'Université Mount Royal, dont certains espaces ont été loués pour l'occasion, pour accueillir des activités. Néanmoins, d'autres problèmes logistiques ont compliqué la tâche d'Erika Tavernari, notamment l'annulation de dernière minute de certaines compagnies d'autobus chargées de transporter les élèves jusqu'à SMB.

Ce contretemps a **contraint** l'équipe organisatrice à devancer l'événement de 48 heures. «Réunir 638 élèves, les faire venir dans 15 autobus, avec six compagnies différentes, disons que ça n'a pas été simple», conclut Erika.

Conseil scolaire Centre-Est

FÉLICITATIONS AUX FINISSANTS ET FINISSANTES 2023

Le Conseil scolaire Centre-Est est fier de célébrer ses finissantes et finissants de l'année 2022-2023.
Grâce à votre détermination, votre persévérance et votre courage vous avez accompli
de grandes choses et ce n'est que le début!

FÉLICITATIONS!

École Beauséjour

Chloé Lemay

Emily Dulmage

Hailey Malo

Keane Doody

Leanne Coté

Mélanie Plamondon

Myriam Thibault

Nikita Shevchenko

Nolan Chamzuk

École des Beaux-Lacs

Alexandre Cardinal

Brooklynn Bellisle

Elizabeth Rae

Olivia Lafond

Savanah St-Arnault

Sophia Legault

École Voyageur

Albert Vien

Kathleena Stone

Sierra Ayers

Winter Dumonceaux

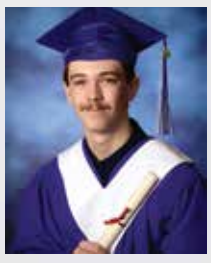
Wylliam Brown

École du Sommet

Alex Lessard

Angela Jubinville

Jennie-Rose Goodwin


Mathieu Doiron

Naja VanBrabant

Sarah Charbonneau

OPINION

L'école publique Gabrielle-Roy fête ses 25 ans. Photo : Courtoisie

UN PEU D'HISTOIRE : LES DÉBUTS DIFFICILES DE L'ÉCOLE GABRIELLE-ROY

Ces pages sont les vôtres. *Le Franco* permet à ses lecteurs et lectrices de prendre la parole pour exprimer leurs opinions. Pierrette Messier-Peet, directrice de l'école publique Gabrielle-Roy de 2000 à 2005, a voulu rendre hommage à celles et ceux qui ont participé à la création de cette école. Ce texte est dédié à tous les parents qui ont vu et verront grandir leurs enfants dans cet établissement.

Depuis la mise en œuvre de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, dans la région d'Edmonton, en 1994, pour avoir droit à l'éducation francophone, il fallait d'abord être catholique.

Pourtant, dès le début, un groupe de parents déterminés a revendiqué l'éducation francophone non confessionnelle, soit une école publique. Souvent perçus comme étant des trouble-fêtes, ces parents ont dû mener une lutte pour faire reconnaitre leurs droits à une école publique pour leurs enfants.

Sur le point d'entamer sa troisième année d'existence, l'école publique Gabrielle-Roy faisait face à une fermeture : sans ressources pédagogiques appropriées, les deux premières directions avaient abandonné le bateau.

Revenant d'un prêt de services au Campus Saint-Jean, j'ai été assignée comme directrice de l'école publique dès mai 2000. L'école comptait alors 23 élèves, ce que certains qualifiaient de «petite binerie». Dès ma première rencontre avec le comité de parents, j'ai été frappée par la détermination et le dynamisme contagieux des parents de l'école qui avaient une vision et étaient prêts à tout pour l'atteindre.

Durant les prochaines années, c'est ce que nous avons fait ensemble, et ce, malgré de nombreuses embûches de taille :

- L'absence d'un site permanent : quel parent veut inscrire son enfant dans une école sans emplacement précis et appelée à déménager?

«Sans offre active de service, il y a suppression de la demande», une citation de la Cour suprême du Canada, un principe bien connu par l'administration de l'époque.

- Le budget limité alloué à l'école voulait dire un sérieux manque de ressources pour permettre aux enseignants d'atteindre les objectifs fixés par le ministère de l'Éducation : les enseignants devaient créer leur matériel ou encore en emprunter à d'autres écoles.
- La stigmatisation à laquelle faisaient face les enseignants et les élèves qui partageaient le transport scolaire avec les élèves d'une école catholique et qui se faisaient dire : *«Tu n'es pas catholique, tu vas aller en enfer»*. Du côté du personnel, bien que l'école était désignée publique, ceux-ci devaient obligatoirement participer aux cérémonies catholiques du conseil scolaire.
- Les rumeurs d'une éventuelle fermeture de l'école étaient toujours omniprésentes.

Mais le groupe de parents n'avait pas dit son dernier mot. Plusieurs stratégies ont été mises en place :

- Des collectes de fonds : L'évènement annuel «Moules et blé d'Inde» et la contribution des revenus de casinos ont permis d'acheter des manuels de classe, du matériel d'éducation physique et ainsi complémenter le mince budget alloué à l'école.
- Une campagne de publicité : Les parents ont utilisé différents moyens pour recruter des familles à l'école publique sous le thème «On est chez soi, à Gabrielle-Roy».
- Retour à la francophonie : Plusieurs familles francophones de différentes confessionnalités qui avaient préalablement choisi l'éducation publique anglophone sont revenues dans la francophonie grâce à l'école Gabrielle-Roy. Même si ceci impliquait de la refrancisation, l'école a accueilli ces enfants à bras ouverts.
- Immigration francophone : L'arrivée à Edmonton de familles de toutes les régions d'Afrique, avec leurs cultures et religions diverses, est venue enrichir le projet d'école. Bien qu'on nous dise que ces enfants n'étaient pas des ayants droit, ceux-ci, dans la majorité des cas, étaient pourtant nés en sol canadien et avaient préalablement fréquenté une école francophone au Québec.
- Multiculturalisme : Rapidement, l'école est devenue multiculturelle, centrée sur l'ouverture et le respect de l'autre. Gabrielle-Roy ressemblait à une école «des Nations Unies». Recherchant ce milieu de vie scolaire pour leurs enfants, plusieurs familles francophones ont alors choisi de les inscrire à l'école publique.
- Résultat : En cinq ans, bien que travaillant à contre-courant, les inscriptions sont passées de 23 à 164 élèves, et ce, malgré les paris que *«jamais l'école publique n'aurait plus que 100 élèves»* qui continuaient de circuler dans la communauté.
- Déménagements : Bien sûr, ceci impliquait le défi de trouver des locaux pour accueillir tous ces élèves. En cinq ans, l'école a eu trois adresses.

Et finalement, on a enfin dû réaliser que l'éducation publique francophone représentait une source de croissance tant souhaitée par tous les conseils scolaires albertains.

Sur une note personnelle, malgré tous mes efforts pour le développement du projet, on m'a retirée du dossier après cinq ans. Cependant, la vision des parents a continué son implantation.

Vingt-cinq ans plus tard, l'école Gabrielle-Roy rayonne. De plus, l'allocation de fonds d'Alberta Education pour la construction d'une nouvelle école démontre bien que le premier comité de parents avait vu juste. Le rayonnement de l'école publique Gabrielle-Roy est la preuve que la francophonie peut avoir différents modèles qu'il vaut la peine d'explorer.

Maintenant à ma retraite, je suis fière d'avoir contribué avec ces parents au développement de la francophonie de la région d'Edmonton.

Le flambeau est maintenant passé aux mains des parents actuels de l'école Gabrielle-Roy qui doivent assurément faire face à d'autres défis.

À vous chers parents, je confirme ceci : «Aucun défi ne peut être relevé». L'existence de votre école en est la preuve.

« ON EST CHEZ SOI, À GABRIELLE-ROY! »

JOYEUX 25E ANNIVERSAIRE ET LONGUE VIE À L'ÉCOLE GABRIELLE-ROY!

L'EXPO-SCIENCES PANCANADIENNE : UNE GRANDE OCCASION POUR LES JEUNES SCIENTIFIQUES

L'exposition scientifique nationale, qui a eu lieu au Centre des congrès d'Edmonton du 14 au 19 mai, a offert une expérience enrichissante et immersive aux élèves provenant de toutes les provinces et de tous les territoires du Canada. Parmi eux, deux Franco-Albertaines ont présenté un projet sur la purification de l'eau au public néophyte et aux experts .

C'est plus de 380 élèves de 7e à 12e année qui se sont rassemblés au Centre des congrès d'Edmonton pour participer à la 61e Expo-sciences pancanadienne organisée par Sciences jeunesse Canada. Shekinah Gateretse et Brishti Das, deux élèves de 8e année de l'École La Vérendrye, à Lethbridge, avaient été invitées à l'évènement où elles ont présenté leur projet intitulé : «Quel est le moyen le plus efficace pour purifier de l'eau?».

Selon les jeunes scientifiques, la pureté de l'eau est aujourd'hui un enjeu majeur de santé publique. Elles estiment qu'un tiers de la population mondiale n'a pas accès à l'eau **potable** en raison de sa contamination, des chiffres confirmés par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Cela a donc incité les deux jeunes élèves à trouver, de manière pratique, la meilleure façon de filtrer l'eau. Leur étude avait pour but de comparer différents filtres à eau commerciaux et de déterminer lequel d'entre eux réussit le mieux à éliminer les colonies bactériennes. Rappelons qu'une bactérie est un organisme formé d'une seule cellule, mais qui se reproduit et qui, par sa multitude, crée des colonies.

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

Plus d'information :
• Expo-sciences pancanadienne 2023 : surl.li/hogej

«On voulait savoir quel était le moyen le plus efficace de purifier de l'eau à la maison», dit Brishti. Pour mesurer l'impact de chaque filtre sur les colonies, les jeunes collaboratrices ont utilisé des surfaces (boîtes de Petri) sur lesquelles avaient été cultivées des colonies bactériennes.

C'est finalement un leader du marché, disponible dans tous les commerces, qui a éliminé le plus de bactéries. Les chercheuses émettent néanmoins un bémol à leur trouvaille. «Il faudrait qu'on change de filtre fréquemment pour que les bactéries ne s'accumulent pas», précise Shekinah, de peur d'obtenir un «faux non résultat», une notion aujourd'hui énoncée par de nombreux fabricants de filtres à eau.

UN CONCOURS DE NIVEAU NATIONAL

Si l'Expo-sciences pancanadienne rassemble des jeunes de tout le pays, pour y participer, les jeunes ont dû briller et gagner un prix lors d'une exposition scientifique locale. Shekinah et Brishti se sont distinguées à celle de Lethbridge, au début de l'année, avec une thématique voisine : la désalinisation de l'eau.

À la veille des délibérations du jury, Shekinah a de l'espoir, «si on gagne, ça va. C'est une bonne chose». Elle ajoute, tout de même, qu'«on est là pour l'expérience». Brishti est d'accord, «c'est une bonne expérience parce qu'on peut se faire beaucoup de nouveaux amis et apprendre de nouvelles choses». Finalement, la victoire n'a pas eu lieu, mais elles sont ravies d'avoir rencontré d'autres personnes passionnées par la science.

DES PERSPECTIVES DE CARRIÈRE EN SCIENCES AVEC UN SOUPÇON DE FRANCOPHONIE

Marc Roussel est professeur de chimie à l'Université de Lethbridge et l'un des juges en chef pour l'occasion. D'après lui, les projets sont assujettis à trois critères d'évaluation : le mérite scientifique, la communication et la créativité. Ce sont 210 juges qui donnent leur voix et parmi eux, «on a 80 juges bilingues».

D'ailleurs, Dominic Tremblay, responsable des affaires francophones de Sciences jeunesse Canada et organisateur de l'exposition, présume que 10 000 visiteurs auront passé les portes de l'exposition à son terme pour y découvrir de nouveaux projets. «Ce sont les meilleurs projets de sciences au Canada»,

AIDAN MACPHERSON
JOURNALISTE

↑ Shekinah Gateretse et Brishti Das, deux élèves en 8e année de l'École La Vérendrye, à Lethbridge. Photo : Courtoisie

affirme-t-il. Durant ces quelques jours, l'énergie, le changement climatique, l'alimentation et les télécommunications ont été à l'honneur, «il y a une grande variété», une belle diversité de domaine d'expertise.

En plus du concours, beaucoup d'entreprises privées, d'établissements postsecondaires et d'agences gouvernementales étaient sur place pour souligner les nombreuses possibilités professionnelles qui existent dans le domaine scientifique au Canada. Parmi les organismes représentés : l'Agence spatiale canadienne, les Forces armées canadiennes, Santé Canada, l'Agence de la santé publique du Canada, l'Université de l'Alberta et, bien sûr, Sciences jeunesse Canada.

De plus, son directeur général, Reni Barlow, reconnaît l'immensité du monde scientifique auquel les participants font face. «Notre idée est de montrer qu'il y a des opportunités en sciences et en mathématiques pour les jeunes.» Si Shekinah évoque son intention de poursuivre une carrière en génie aérospatial, Brishti, elle, est indécise et ne rêve pas encore d'une discipline en particulier, malgré sa passion pour les sciences.

UNE GRANDE IMPLICATION CHEZ LES FRANCO-ALBERTAINS

Cette année, l'exposition a attiré un certain nombre de participants d'expression française vivant à Edmonton. Gabriel Boutros, diplômé en biologie et en psychologie au Campus Saint-Jean, fait partie de ceux-ci. Il travaille aujourd'hui comme recruteur pour l'Université de l'Alberta et accueillait bon nombre de visiteurs à un kiosque dédié à l'Université. «Hier, on avait à peu près 45 étudiants du Campus Saint-Jean», dit-il en évoquant le premier jour de l'évènement.

Il était accompagné de Zoé Dagenais, diplômée du Campus Saint-Jean en sciences et en éducation. Maintenant bénévole auprès d'AlbertaSat, un club de l'Université de l'Alberta qui opère un satellite en orbite autour de la terre, elle profite de sa présence à l'évènement pour informer le public sur son programme. «Notre objectif est de donner l'opportunité à des étudiants d'appliquer ce qu'ils apprennent dans leurs cours en construisant des satellites cubiques», dit-elle.

GLOSSAIRE
POTABLE
Que l'on peut boire sans risque pour la santé

Si l'Expo-sciences pancanadienne permet à de nombreux élèves francophones de poursuivre leurs intérêts scientifiques, de nourrir leur curiosité et d'épanouir leurs compétences comme chercheurs, celle-ci n'a lieu à Edmonton qu'une fois tous les trois ans, en alternance avec Ottawa et Fredericton.

Mais qui sait, peut-être que les jeunes présents à la prochaine édition nous révéleront un jour les secrets cachés de l'univers?

OPINION

Audrey Eto'o. Photo : Courtoisie

Je m'appelle Audrey Eto'o, j'ai 17 ans et je suis en 11e année à l'école Maurice-Lavallée. Je suis un peu introvertie et peu sociable dans la vie de tous les jours. Mon passe-temps préféré, c'est écrire; beaucoup aime à dire que c'est un don que j'ai. Moi, j'aime penser que c'est ma façon de m'exprimer lorsque ma bouche ne peut pas laisser sortir les mots : quand j'écris, je laisse sortir mes idées. J'aime aussi croire que chaque personne a une relation particulière avec un écrit; pour moi, tout le monde a le droit de penser et de se projeter comme il l'entend.

Le texte que j'ai écrit a été inspiré par la frustration, la frustration de ne pas pouvoir écrire. Je me suis libérée dans ce texte, car j'étais dans une sorte de blocage. C'était le début du printemps et j'étais dans le *bus*. À travers ma fenêtre, j'ai vu les enfants jouer, ça m'a aidée à poursuivre mes idées. Je souhaite bonne lecture à toutes les personnes qui lisent et que chacun se sente libre d'en penser ce qu'il veut.

Mot de la rédaction
La petite équipe rédactionnelle de votre journal a été très touchée par ce texte à la fois intime et intense. Il était donc important pour nous de le publier dans son intégralité et de le partager avec vous, lecteurs et lectrices, qui nous suivez depuis de nombreuses années ou tout récemment. Il est, une fois de plus, la preuve que la langue française est importante pour notre francophonie plurielle et que l'avenir de notre langue passe par cette diversité.

Merci Audrey pour ce partage.

Quête de souffle

Audrey Eto'o

J'ai toujours su qu'écrire me définit.
«Écrire, c'est révéler et s'exprimer sans se restreindre»
Telles sont les paroles qu'une femme bien avisée m'a dites et continue de le faire.
Mais quelquefois, seule en face, devant la glace
Je me dois d'être honnête.
Et je me dis dans un élan de peur et un sentiment d'inutilité que ce n'est peut être qu'une suite de mots bien agencés
Une voix qui ne fait qu'agacer
Et qui ne se représente que sur papier.
Tellement de choses à exprimer, mais face à moi, le néant.
Un réservoir rempli qui finira par exploser.
Je regarde les fleurs qui grandissent au printemps;
J'essaie de m'en inspirer, de les refléter par écrit
Mais rien, rien encore et toujours rien.
Je vois le sourire des enfants plein d'innocence.
Et tout à coup, j'espère pouvoir faire une réflexion de ce dont je suis témoin.
Mais à chaque mot qui essaie et essaie de se former,
Une fille qui perd, perd et perd encore,
Perd un espoir que le temps croyait avoir
solidement construit.
Une lassitude de l'âme qui contraint la voix à se renfermer.
Et tous les jours, à chaque minute et chaque seconde, ayant en pensées le vide,
Non pas seulement d'une page, mais de plusieurs
Je me dis que c'est peut-être là que mon parcours d'auteur se termine.
C'est la fin de moi et par conséquent de tout ce qui me constitue et qui me constitue.
Si je ne peux écrire, alors je ne peux exister.
L'existence ne sera que physique, mais à l'intérieur, je serai morte depuis bien longtemps. C'est difficile de penser à la perte d'une partie de soi;
«P*tain» que c'est encore difficile de le vivre!
Et pendant encore longtemps, j'observe, je regarde et j'essaie de m'approprier les sentiments des autres en attendant impatiemment que les miens se construisent.

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

- **POUR CONTACTER LE JOURNAL :** RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA
- **ARNAUD BARBET** RÉDACTEUR EN CHEF PUPITRE@LEFRANCO.AB.CA
- **ISABELLE DÉCHÊNE GUAY** RÉVISEURE
- **GABRIELLE AUDET-MICHAUD** JOURNALISTE JOURNALISTECALGARY@LEFRANCO.AB.CA
- **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS** ÉTIENNE HACHÉ, AIDAN MACPHERSON, AUDREY ETO'O, PIERRETTE MESSIER-PEET
- La maquette et le graphisme **ANDONI ALDASORO ROJAS**

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.
Annonces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.

Alberta Weekly Newspapers
Lignes Agates Marketing
réseau.presse FIER MEMBRE
CentralWeb

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada

Canada

Conseil scolaire du NORD-OUEST

Classe de 2023

FÉLICITATIONS AUX FINISSANTS ET FINISSANTES

Le Conseil scolaire du Nord-Ouest est heureux de célébrer la réussite de ses finissants et finissantes de 2023. Nous leur souhaitons un avenir plein de succès et de bonheur !

École Héritage

Denis Bouchard

Layne Cuthbertson

Antoine Jacob

Kacie Labrecque

Brooke Lambert

Nadia Lavoie

Antoine Simon

Adrian Smit

École Nouvelle Frontière

Clara Maillet

Amy Mane

Zoe Morrical

École des Quatre-Vents

Stéphanie Belzile

Bravo et bonne chance !

Les jeunes de 6 à 12 ans ont eu beaucoup de plaisir au Camp du chevreuil aventurier en 2022. Photo : Courtoisie

DE L'ENGOUEMENT POUR LES CAMPS D'ÉTÉ EN FRANÇAIS

Alors que les classes touchent à leur fin, de nombreux parents franco-albertains cherchent des solutions pour que leurs enfants continuent à pratiquer leur langue pendant les vacances d'été. Une fois de plus, cette année, les camps de jour francophones s'imposent comme une option idéale pour répondre à cette demande grandissante à travers la province.

PROVINCIAL

FRANCOPHONIE

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

Pour la deuxième année consécutive, l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) régionale de Red Deer propose aux enfants âgés de 6 à 12 ans son Camp du chevreuil aventurier, une expérience qui s'annonce «autant enrichissante que divertissante». Les participants auront notamment la chance de s'engager dans une variété d'activités captivantes telles que des chasses au trésor, des sorties à la piscine et au parc aquatique.

Sous la direction de Nathalie Belkhiter, alors nouvellement en poste et à la suite du succès de l'édition de l'année dernière, le camp a été prolongé de trois semaines. «Nous avons reçu de nombreuses demandes d'inscription avant même d'annoncer son retour et les parents nous disaient souvent que ce serait mieux d'offrir des disponibilités pendant tout l'été», explique la directrice. D'ailleurs, les vingt places disponibles ont été rapidement comblées, ce qui démontre bien l'engouement suscité par le camp, mentionne-t-elle.

Nathalie n'est pas surprise de voir les parents francophones **faire des pieds et des mains** pour inscrire leurs enfants dans un camp en français. Elle souligne l'importance de maintenir un environnement francophone pendant les vacances d'été, une période où les enfants peuvent être davantage exposés à l'anglais. «On sait très bien que les enfants reprennent leur petite vie lorsque l'école se termine. Ils jouent avec leurs amis de quartier… Les parents veulent probablement s'assurer qu'ils ne parlent pas anglais tout l'été», explique-t-elle.

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Les jeunes participant au Camp Multi-Arts pourront se découvrir des talents artistiques en cette période estivale. Photo : Courtoisie

Nathalie Belkhiter est la directrice de l'ACFA régionale de Red Deer. Photo : Courtoisie

Lucero Hernández est coordonnatrice des programmes pour l'IGLF. Photo : Courtoisie

PLUS DE PLACES DANS LES CAMPS EXISTANTS

À Edmonton, le Camp Franco-Chouette, organisé par l'Institut Guy-Lacombe de la famille (IGLF), célèbre déjà sa troisième édition, se réjouit Lucero Hernandez, coordonnatrice des programmes. Elle observe avec satisfaction que les inscriptions au camp augmentent d'année en année. «On a ouvert les préinscriptions et on a déjà vingt-cinq parents intéressés. Alors, on peut dire qu'on est pas mal populaires. Cette année, on peut accueillir jusqu'à trente jeunes», témoigne-t-elle.

En outre, les participants de 6 à 12 ans pourront prendre part à une multitude d'activités créatives et sportives, ainsi qu'à des sorties en lien avec les thèmes hebdomadaires. L'IGLF a notamment prévu des activités axées sur la santé mentale et sur la culture des peuples autochtones. «On essaie aussi de passer beaucoup de temps à l'extérieur lorsque la météo le permet», ajoute Lucero.

Toujours dans la capitale albertaine, le Camp Multi-Arts, organisé par l'Association La Girandole, permettra aux jeunes d'explorer quatre disciplines artistiques - la musique, la danse, le théâtre et les arts visuels - en collaboration avec des artistes émergents qui agiront en tant que formateurs. Le Centre de développement musical (CDM), le Centre d'arts visuels de l'Alberta (CAVA) et L'UniThéâtre apporteront leur appui pour aider les jeunes à organiser un spectacle chaque semaine afin de présenter leurs réalisations. «C'est une expérience artistique englobante», souligne la directrice générale de La Girandole, Julianna Damer.

En réponse aux nombreuses demandes des parents, qui ont commencé à envoyer des courriels dès février pour inscrire leurs enfants, les partenaires impliqués ont décidé d'offrir, cette année, deux semaines de camp plutôt qu'une. «On est encore en relancement post-pandémie, mais on a décidé de se lancer avec une semaine en juillet et une autre en août pour essayer d'aller chercher le plus de jeunes possible», affirme Julianna.

Une vingtaine d'inscriptions ont déjà été confirmées pour chaque groupe. «Pour nous, c'est déjà un succès, on est vraiment ravis de la réponse et de l'intérêt de la communauté. Mais on a aussi un peu le rêve fou d'atteindre les quarante inscriptions par semaine», ajoute la directrice générale.

Elle rappelle que le camp mise avant tout sur les compétences artistiques des enfants et que, par conséquent, le niveau de langue n'est pas la priorité. Les jeunes apprenants sont donc les bienvenus. «C'est un camp immersif en français, alors ça permet de faire une expérience en français si on ne parle pas beaucoup la langue. Pour les jeunes francophones, ça leur offre un autre milieu pour explorer leur francophonie», conclut-elle.

GLOSSAIRE

FAIRE DES PIEDS ET DES MAINS
Faire beaucoup d'efforts

LISTE NON EXHAUSTIVE DES CAMPS FRANCOPHONES OÙ INSCRIRE SON ENFANT CET ÉTÉ

EDMONTON

- Le Camp Franco-Chouette de l'IGLF sera offert aux 6 à 12 ans du 3 juillet au 25 août : **bit.ly/41UQuRR**
- L'Association La Girandole d'Edmonton accueille les 6 à 11 ans lors de son Camp Multi-Arts du 24 au 29 juillet et du 14 au 18 août : **bit.ly/3IrBtQo**
- L'ACFA régionale d'Edmonton organise son Camp Soleil du 4 juillet au 25 août pour les 6 à 11 ans : **bit.ly/41XNpjQ**
- Le camp de vacances en nature de l'ACFA régionale d'Edmonton est aussi offert aux 7 à 14 ans du 3 juillet au 25 août : **bit.ly/42QcDSH**

CALGARY

- Le camp d'été du Centre d'appui familial (CDAF) est de retour du 14 au 18 août pour les enfants de la maternelle à la 6e année : **bit.ly/42Qc37t**

RED DEER

- Le Camp du chevreuil aventurier de l'ACFA régionale de Red Deer accueille les 6 à 12 ans du 3 juillet au 25 août 2023 : **bit.ly/3Iu9e3I**

Marguerite Sigur était la matriarche d'une famille comptant cinq générations. Photo : Courtoisie

UN PILIER DE LA FRANCOPHONIE ALBERTAINE TIRE SA RÉVÉRENCE

Marguerite Sigur, figure emblématique de la francophonie albertaine, s'est éteinte le 17 mai dernier, à Calgary, à l'âge de 100 ans. Cette dame d'exception laisse derrière elle un héritage remarquable, elle qui a toujours insisté pour vivre sa vie en français, même en situation minoritaire. Son engagement au sein de la communauté et sa joie de vivre sont ancrés dans l'esprit de tous ceux et celles qui ont eu la chance de la côtoyer.

CALGARY

VIE COMMUNAUTAIRE

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

« CE QUI ME FASCINAIT, C'EST QU'ELLE ÉTAIT TOUJOURS OCCUPÉE ET ACTIVE, MÊME SI ELLE AVAIT AU-DESSUS DE 85 ANS À L'ÉPOQUE.»
Marie-Thérèse Nickel

Native du sud de la France, c'est en 1989 que Marguerite Sigur s'installe à Calgary où sa fille, Françoise, réside depuis deux décennies. Rapidement, elle commence à s'impliquer au sein de l'église catholique Sainte-Famille où elle fait la connaissance de nombreux paroissiens, dont Nicole Lepage. «Pour moi Madame Sigur a été une mentore, une amie, une femme vraiment encourageante et passionnée», exprime cette dernière avec émotion.

Chaleureuse, généreuse, passionnée… Les mots semblent insuffisants pour rendre pleinement hommage à sa personnalité. Selon Nicole, qui dit parler au nom de tous les paroissiens et amis qui ont eu le privilège de la connaître au fil des décennies, Marguerite était surtout reconnue pour sa constante bonne humeur et ses paroles aimantes. «Elle disait souvent : "je t'aime, je vous aime". Elle voulait qu'on sache à quel point elle nous aimait», précise celle qui était secrétaire paroissiale à l'époque.

À l'entrée de l'église, avant la messe, Marguerite était toujours présente, accueillant chaque personne avec des accolades et des mots de bienvenue. Sa personnalité rayonnante se reflétait également dans son style vestimentaire coloré et ses bérets distinctifs, ce qui la rendait facilement reconnaissable au sein de la foule. «Et elle portait toujours le trousseau de clés de l'église autour de son cou. On n'avait pas besoin de se retourner, on savait toujours où trouver Marguerite grâce au [tintement] des clés», laisse tomber Nicole.

« ELLE DISAIT SOUVENT : "JE T'AIME, JE VOUS AIME". ELLE VOULAIT QU'ON SACHE À QUEL POINT ELLE NOUS AIMAIT.»
Nicole Lepage

« ELLE N'A JAMAIS VOULU APPRENDRE L'ANGLAIS. ELLE VIVAIT SA VIE EN FRANÇAIS À 100%. JE LUI DEMANDAIS TOUJOURS : "COMMENT FAIS-TU POUR FAIRE TES COURSES?" ELLE ME RÉPONDAIT: "JE ME DÉBROUILLE".»
Marie-Thérèse Nickel

Elle souligne également que l'implication de Marguerite dépassait largement les limites de leur paroisse, s'étendant à de nombreux autres organismes de la francophonie. «Madame Sigur avait un objectif clair : elle voulait démontrer à tous que vivre en français dans l'Ouest canadien était un acte réalisable et enrichissant», mentionne l'ancienne secrétaire de la paroisse. Marguerite Sigur a, en effet, été une membre active de plusieurs conseils d'administration, notamment celui de l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) régionale de Calgary et de La Société franco-canadienne de Calgary.

En raison de son implication, la doyenne a été intronisée à l'Ordre des sages de l'Alberta en 2005, en plus de recevoir la Médaille du jubilé de diamant de la Reine Elizabeth II en 2012.

UN PILIER DE LA FRANCOPHONIE

En 2009, Marguerite Sigur, déjà fortement impliquée dans la francophonie, croise le chemin de Marie-Thérèse Nickel, l'actuelle directrice de l'ACFA régionale de Calgary. Dès leur première rencontre, une connexion évidente se forme entre elles. «J'arrivais de la Colombie-Britannique et je traversais des moments compliqués dans ma vie personnelle. La présence de Marguerite était rassurante. En plus, on est toutes les deux originaires du sud de la France. Ça s'est fait très naturellement», explique-t-elle.

De fil en aiguille, et ce, jusqu'à ce que Madame Sigur quitte la ville de Calgary en 2012, les deux femmes passent beaucoup de temps ensemble : elles se baladent, se font à manger et partagent de précieux moments de complicité. «Ce qui me fascinait, c'est qu'elle était toujours occupée et active, même si elle avait au-dessus de 85 ans à l'époque. Quand elle siégeait sur un conseil d'administration par exemple, elle n'occupait pas seulement une place à table, elle participait, elle argumentait», se remémore Marie-Thérèse.

Cette dernière s'étonnait aussi de voir à quel point son aînée refusait de s'angliciser et de s'assimiler à la culture anglophone. Marguerite était résolue à préserver sa langue, même si cela impliquait de faire face à des défis au quotidien. «Elle n'a jamais voulu apprendre l'anglais. Elle vivait sa vie en français à 100%. Je lui demandais toujours : "Comment fais-tu pour faire tes courses?" Elle me répondait : "Je me débrouille"», raconte-t-elle.

DES TALENTS ARTISTIQUES CACHÉS

Famille et amis s'accordent à dire que Marguerite était aussi une artiste **multidisciplinaire** hors pair. Elle aimait chanter, se passionnait pour la peinture à l'aquarelle et pour la poésie, énumère Nicole Lepage. «Elle encourageait même les paroissiens à chanter lors des messes», mentionne-t-elle.

Marie-Thérèse était, quant à elle, tellement admirative des toiles de Marguerite qu'elle lui demandait fréquemment si elle ne voudrait pas lui en vendre une, mais la réponse était toujours la même. «Elle ne voulait pas les vendre. C'est une artiste qui n'avait pas besoin de s'extérioriser. Elle n'était pas reconnue pour son art. Pour elle, c'était une façon de vivre, pas une façon de se faire voir», explique son amie.

Femme aux nombreux talents, Marguerite pose ici en compagnie de ses tableaux. Photo : Courtoisie

GLOSSAIRE
MULTIDISCIPLINAIRE
Qui maîtrise plusieurs disciplines

Marie-Rose Grenier-Lavoie, une autre figure emblématique de la francophonie albertaine, nous a quittés le 4 mai dernier, à l'âge vénérable de 97 ans. Après avoir résidé une cinquantaine d'années à Saint-Isidore, elle a quitté la région de Rivière-la-Paix pour Edmonton en 2007. Sa contribution à sa communauté a été inestimable. Elle a joué un rôle essentiel dans la création de la paroisse de Saint-Isidore, du Centre culturel et de l'Alliance féminine.

L'équipe de rédaction du journal *Le Franco* présente ses sincères condoléances et adresse ses pensées les plus chaleureuses aux familles de mesdames Marie-Rose Grenier-Lavoie et Marguerite Sigur.

Nous vous encourageons à envoyer vos témoignages sur l'héritage de Marie-Rose Grenier-Lavoie à journaliste.calgary@lefranco.ab.ca. Nous aimerions en faire un article de suivi.

GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Vous souhaitez faire partie de l'équipe grandissante de la division Gestion de patrimoine de Caisse Groupe Financier ?

C Finance Inc., la filiale de gestion de patrimoine de la Caisse, fait briller la réputation de la Caisse en offrant un service supérieur et une vaste gamme de services et produits financiers à plus de 2 000 clients. Nous avons un poste de conseiller·ère en milieu de carrière à pourvoir, avec un portefeuille de clients bien établi.

CONSEILLER·ÈRE EN GESTION DE PATRIMOINE

Au Manitoba, au centre de services Caisse de votre choix

Relevant du Directeur, gestion de patrimoine, le·la conseiller.ère en gestion de patrimoine fournit à ses clients de précieux conseils tout en évaluant leurs besoins afin de leur offrir des solutions sur mesure.

Il.elle collabore avec ses collègues à différents endroits afin de développer les portefeuilles des clients nouveaux et existants. Les services offerts vont de la planification financière, l'accès aux actions, les fonds communs de placement, les polices d'assurance à tout autres produits patrimoniaux.

Ce poste est idéal pour :

- Un·e conseiller·ère principal·e ou unique avec un minimum cinq ans d'expérience dans la gestion de portefeuille de clients;
- Un·e professionnel·le de la vente très performant·e et à l'aise dans un environnement de vente à la commission;
- Quelqu'un qui recherche la stabilité et le soutien que procurent la philosophie et l'approche commerciale d'une coopérative financière;
- Une personne titulaire d'un permis de l'ACFM (*MFDA*) ou de l'OCRCVM (*IIROC*);
- Une personne ayant des titres de planificateur financier agréé (CFP), de planificateur financier personnel (PFP) ou possédant un certificat d'achèvement du Life License Qualification Program (LLQP) serait un atout souhaité, mais ce n'est pas requis.

Pour plus de détails, consultez :
Caisse.biz/fr/carrieres/

Caisse Groupe Financier